

Unité départementale de l'Aisne
10 rue de Mayenne
Cité administrative
02200 Soissons

Soissons, le 17/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FM FRANCE S.A.S.

ZI de l'Europe
BP 80236
57370 Phalsbourg

Références : FM25-259_Rinsp
Code AIOT : 0005106108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement FM FRANCE S.A.S. implanté ZID de l'Omois-BP 30 3 Rue du Marchis 02400 Épaux-Bézu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM FRANCE S.A.S.
- ZID de l'Omois-BP 30 3 Rue du Marchis 02400 Épaux-Bézu
- Code AIOT : 0005106108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'entreprise FM France est autorisée à exploiter un entrepôt pour des activités logistiques et de stockage de marchandises industrielles, de biens de grande consommation, de produits combustibles et de produits inflammables sur le territoire de la commune d'Epaux-Bezu (02400).

L'arrêté préfectoral d'autorisation a été délivré le 10/08/2015. La surface utile de l'entrepôt est de 53 778 m² et le volume utile de 723 312 m³. Suite au décret n°2020-1169 du 24/09/2020, l'activité 1510 est désormais classée sous le régime de l'Enregistrement. Les dispositions applicables 1510 sont celles des annexes IV, point II (version en vigueur au 31/12/2020), annexe VII (point 1) et annexe VIII.

L'établissement est classé en "seuil bas" au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement.

L'activité est dédiée à un unique client de la grande distribution, actuellement locataire des installations.

L'exploitant ICPE n'est pas le propriétaire du site.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 1.4	Demande d'action corrective	1 mois
5	Extinction Automatique Incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 3 point VI.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Stratégie de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 3 VI.1.II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 02/09/2016, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Situation	Arrêté Ministériel du 24/09/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	administrative liquides inflammables	article I.1	
3	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 3 III.7 III	Sans objet
4	Interdiction de stocker des produits de mentions de danger H224 / H225	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9	Sans objet
7	Propagation	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 3 VI.2.III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks et le plan des stockage associé sont en place. Cependant, l'exploitant doit apporter quelques modifications sur le plan des stockages pour qu'il soit en phase avec l'état des stocks (rubriques et quantité stockée par rubrique).

Le site ne stocke pas de liquides inflammables en contenants de volume unitaire supérieur à 30 litres.

Le système d'extinction automatique incendie est en place et entretenu selon le référentiel FM GLOBAL. L'exploitant doit apporter des justifications quant au dimensionnement, adéquation avec les conditions de stockage et nature des produits stockés et travaux relatifs au système en place dans la partie historique du site (cellules 3 à 8).

A la date de l'inspection, l'exploitant n'avait pas formalisé la stratégie de défense incendie liée au stockage des liquides inflammables. L'exploitant a transmis cette étude à la date du 23/06/2025. Par suite, l'inspection propose de ne pas mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

L'exploitant doit justifier le dimensionnement et le principe de fonctionnement de l'aspersion des murs séparatifs entre les cellules 3, 2, 1 et 0 pour notamment permettre de vérifier si le site est en conformité avec les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 02/09/2016.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Cellules LI
Prescription contrôlée :
I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à

jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Les dispositions applicables à l'établissement sont celles de l'annexe IV point II (version en vigueur 31/12/2020), et concernant l'état des stocks les dispositions réglementaires renvoient vers l'annexe II, point 1.4.

Ce point a déjà été contrôlé lors de la visite d'inspection du 26/03/2025 et fait l'objet de non-conformités susceptibles de mise en demeure (absence des mentions de dangers pour les matières dangereuses et absence d'un état des stocks vulgarisé à destination du public) pour lesquelles l'exploitant doit transmettre les éléments permettant de justifier qu'il a procédé aux actions correctives.

Les cellules stockant des liquides inflammables ou plutôt les substances ou mélanges dangereux

avec les mentions de dangers H224, H225 et H226 au sein de l'ensemble de l'installation sont les cellules 4a, 4d et 0a.

Le jour de la visite, étaient stockées 142,77 tonnes sous la rubrique 4331, 70,43 tonnes sous la rubrique 1436 et 3,26 tonnes sous la rubrique 4734.

Dans la cellule 4a, ce sont des produits d'entretien inflammables alors que dans les cellules 4d et 0a, ce sont des produits cosmétiques.

Les rubriques concernées sont les rubriques 4331, 1436, 4734 mais également quelques produits relevant des rubriques 4510 et 4511.

Le plan des stockages associé à l'état des stocks ne mentionne pas la présence des produits relevant des rubriques 4510 et 4511 avec une mention de dangers H225 et H226 dans les cellules 4d et 0a (rubriques mentionnées pour la 4a). L'exploitant explique que ce travail est en cours de réalisation et que ces produits apparaîtront sous la rubrique 4510 F ou 4511 F.

Sur ce même plan des stockages, les rubriques principales associées aux produits stockés apparaissent mais la quantité indiquée correspond au tonnage cumulé de l'ensemble des produits stockés (par exemple, le comblement de la cellule avec des produits relevant de la rubrique 1510 n'apparaît pas).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 :

Le plan des stockages doit être repris afin d'être en phase avec l'état des stocks notamment au niveau des rubriques admises par cellule et d'indiquer clairement la quantité associée à chaque rubrique au sein d'une même cellule.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Situation administrative liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1

Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application

Prescription contrôlée :

I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques numéros 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques numéros 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224,

H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.

II. - Pour les installations relevant du I, relèvent également du présent arrêté les stockages de liquides et solides liquéfiabiles combustibles en récipients mobiles situés à proximité de liquides inflammables, quand ils répondent aux conditions de proximité définies dans l'article I-3.

III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3.

Pour les liquides et solides liquéfiabiles combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.

IV. - Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est réalisé après le 1er janvier 2021.

Les autres installations sont considérées comme existantes.

Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en services sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021.

L'ensemble des articles I-2 à VII-1 sont applicables aux installations nouvelles.

Pour les installations existantes, les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1.

V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.

Constats :

Conformément au constat précédent, l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation s'applique au site, le site stockant plus de 100 tonnes en contenants fusibles de substance ou mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 classés sous les rubriques 4331, 1436, 4734, 4510 et 4511.

Le site relève donc de l'article I.1, champ d'application I.2 et les installations sont considérées comme existantes. Elles relèvent de l'annexe 3 de ce même arrêté. Avant la parution de l'arrêté du 14/09/2020, les liquides inflammables étaient soumis à l'arrêté du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Conformément au guide de lecture des textes "liquides inflammables", partie C, les liquides inflammables en récipients mobiles sont donc qualifiés de "stockages au sein d'installations existantes nouvellement soumis". Les dispositions des annexes 3, IV et V s'appliquent donc à l'établissement (AM du 24/09/2020).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 3 III.7 III

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des LI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]III. - La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables en récipients mobiles est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu à l'article VI-5 du présent arrêté et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limitée à 7,60 mètres pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230 L ; - limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 230 L. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Prescription sans objet pour le site.</p> <p>En effet, la hauteur de stockage des liquides inflammables est limitée à 5 m par rapport au sol conformément aux articles 8 et 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/09/2016, ces dispositions applicables à échéance du 1^{er} janvier 2026 au site sont plus restrictives en termes de hauteur de stockage.</p> <p>Par sondage dans la cellule 0a, les conditions de stockage des liquides inflammables sont respectées. Le stockage est en racks et la présence du système d'extinction automatique y compris les réseaux intermédiaires dans les racks a été observée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Interdiction de stocker des produits de mentions de danger H224 / H225

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9
Thème(s) : Risques accidentels, Récipients mobiles H224/H225
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L</p>

en stockage couvert. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.

Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Constats :

Les dispositions applicables à l'établissement sont celles de l'annexe IV point II (version en vigueur 31/12/2020), et concernant les produits avec mention de dangers H224/H225, les dispositions réglementaires renvoient vers l'annexe II, point 9.

Le site ne stocke des liquides inflammables qu'en contenants fusibles d'un volume strictement inférieur à 30 litres, le volume maximal unitaire étant de 25 litres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Extinction Automatique Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 3 point VI.5

Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique (conception)

Prescription contrôlée :

Les dispositions suivantes sont applicables aux installations existantes en lieu et place des dispositions des articles III.3, III.13.I, III.13.II et VI.5.

I. - Pour les installations existantes, les cellules de liquides inflammables dans lesquelles sont présentes en quantité supérieure ou égale à 2 mètres cube des liquides inflammables, en contenants fusibles, non miscibles à l'eau, de mention de danger H224, H225, H226 ou les déchets liquides inflammables HP3 sont conformes aux dispositions du point A, ou du point B, ou du point C à compter du 1er janvier 2026.

A. La structure des cellules de liquides inflammables est R30. Les cellules de liquides inflammables sont conformes aux autres dispositions de l'article III.3.

Pour l'application des dispositions de l'article III.3 relatives aux caractéristiques de réaction au feu des matériaux, les matériaux présentant des caractéristiques équivalentes selon les méthodes d'essais et catégories de classification réglementaires antérieures à celles fixées par l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 applicables au moment de leur mise en place sont considérés comme conformes à ces dispositions.

Un système d'extinction automatique d'incendie à mousse, ou tout autre système d'extinction automatique permettant un niveau d'efficacité équivalent, est mis en place et dimensionné de

manière à considérer, d'une part, le caractère miscible à l'eau des liquides inflammables stockés, et d'autre part les caractéristiques du drainage et dispositifs de collecte existants.

A chaque récipient ou groupe de récipients mobiles est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 50 % de la capacité totale des récipients mobiles associés ;
- 20% du volume des liquides stockés dans la cellule auquel s'ajoute le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie.

Le volume nécessaire est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, le volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chaque stockage associé. La rétention déportée peut être commune avec le bassin de confinement prévu à l'article VII.1. Le dispositif de drainage ainsi que la rétention déportée sont conformes aux dispositions de l'article III-14 relatif aux rétentions déportées

B. - La structure des cellules inflammables est R30. Les cellules de liquides inflammables sont conformes aux autres dispositions de l'article III.3.

Pour l'application des dispositions de l'article III.3 relatives aux caractéristiques de réaction au feu des matériaux, les matériaux présentant des caractéristiques équivalentes selon les méthodes d'essais et catégories de classification réglementaires antérieures à celles fixées par l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 applicables au moment de leur mise en place sont considérés comme conformes à ces dispositions.

Chaque cellule de liquides inflammables est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés. **A chacune de ces zones est associé un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée et une rétention déportée dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte déterminé au vu de la stratégie incendie définie à l'article VI-1 du présent arrêté.**

Une rétention déportée peut être commune à plusieurs zones de collecte. Dans ce cas, son volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacune des zones de collecte associées.

Le dispositif de drainage ainsi que la rétention sont conformes aux dispositions de l'article III-14 relatif aux rétentions déportées.

C. - Chaque cellule de liquides inflammables est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés. A chacune de ces zones est associé un système de drainage des produits et une rétention déportée dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte déterminé au vu de la stratégie incendie définie à l'article VI-1 du présent arrêté.

Une rétention déportée peut être commune à plusieurs zones de collecte. Dans ce cas, son volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacune des zones de collecte associées.

Le dispositif de drainage ainsi que la rétention sont conformes aux dispositions de l'article III-14 relatif aux rétentions déportées.

Un système d'extinction automatique d'incendie est mis en place dans chaque zone de collecte contenant des liquides inflammables ou des liquides et solides liquéfiables combustibles.

II. - Pour les autres installations existantes, **un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la**

persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables à compter du 1er janvier 2026.

III. - Dispositions particulières applicables aux cellules de liquides inflammables d'une surface inférieure ou égale à 500 m²

Les dispositions des points I et II de la présente annexe ne sont pas applicables aux cellules de liquides inflammables d'une surface inférieure ou égale à 500 m² au sein d'installations existantes. Ces cellules sont conformes aux dispositions suivantes à compter du 1er janvier 2026 :

A chaque cellule est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 50 % de la capacité totale des récipients mobiles associés ;
- 20% du volume des liquides stockés dans la cellule auquel s'ajoute le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie.

Le volume nécessaire est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, le volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chaque stockage associé. La rétention déportée peut être commune avec le bassin de confinement prévu à l'article VII.1.

Un système d'extinction automatique d'incendie adapté ou d'un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée est mis en place.

IV. - Dispositions applicables en cas de mise en place d'un système d'extinction automatique d'incendie en application du point I, II ou III ci-dessus.

Le système d'extinction automatique d'incendie mis en place est adapté au produit stocké. Le choix du système à implanter est explicité dans la stratégie incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place. L'exploitant fait établir une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les moyens techniques associés à l'extinction automatique incendie ont été contrôlés lors de la VI du 26/03/2025 :

- un dispositif d'extinction automatique incendie de type sprinklage avec report d'alarme lors du déclenchement du dispositif
- 2 réserves d'eau d'un volume unitaire de 1200 m³ avec motopompe pour chacune des réserves

L'inspection avait alors relevé que le bon d'intervention ITM pour le compte d'UXELLO stipulait pour le groupe motopompe B2 « à l'arrêt car tuyauterie rampe de démarrage détériorée en attente d'intervention jeudi 27/03/2025 »

Lors de la visite du 15 mai 2025, l'exploitant a présenté le bon d'intervention du prestataire ITM daté du 28/03/2025 permettant de solder ce sujet.

L'extinction automatique incendie est 100% eau.

L'exploitant explique que la partie historique de l'entrepôt (cellules 3, 4, 5, 6, 7, 8) était sous le référentiel APSAD mais qu'elle a basculé sous le référentiel FM GLOBAL depuis 2011, l'extension de 2016 (cellules 0, 1, 2 et 5a) est sous le référentiel FM GLOBAL.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les PV de conception et d'installation du système d'extinction automatique incendie conformes au référentiel reconnu.

Il a indiqué que l'extinction automatique incendie de l'extension avait été réalisée par le prestataire AIRESS, il a présenté le certificat d'achèvement de travaux et de mise en service établi par AIRESS le 01/09/2016 qui indique que le système est conforme à toutes les exigences du référentiel FM GLOBAL en vigueur.

S'agissant d'un sprinklage 100% eau, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter l'attestation justifiant la compatibilité avec les configurations de stockage de liquides inflammables selon le référentiel installé (cf Annexe C-4 Synthèse des protections existantes en fonction des configurations de stockage de liquides inflammables (référentiels NFPA, FM et APSAD) du guide liquides inflammables, partie C)

Par mail du 20/05/2025 adressé à l'inspection, l'exploitant a transmis :

Pour la tranche 1 (cellules 3, 4, 5, 6, 7 et 8) :

- le PV de réception des ouvrages du 03/12/2008 établi par BÂTI LOGISTIC relatif au lot sprinklage réalisé par SOE INDUSTRIE EST. Ce document ne mentionne pas le référentiel reconnu.
- le PV de réception des ouvrages du 31/03/2010 établi par BÂTI LOGISTIC relatif à des modifications sur le local sprinkler réalisées par SOE INDUSTRIE EST. Ce document ne mentionne pas le référentiel reconnu.
- l'attestation AXA du 15/02/2010 relatant la conformité des installations sprinkler au référentiel NFPA 13 dernière édition.
- l'attestation FM GLOBAL du 26/11/2013 mentionnant que le dimensionnement des réseaux sprinkler en place dans les bâtiments du site d'Epoux-Bézu et de la capacité de la source d'eau associée prennent en compte les affectations dans les bâtiments et sont adaptés aux risques.

Pour la tranche 2 (cellules 0, 1, 2 et 5a) :

- le PV de réception des ouvrages du 08/09/2016 établi par NG CONCEPT concernant l'installation

<p>sprinklage réalisée par AIRESS</p> <ul style="list-style-type: none"> - la déclaration d'achèvement de travaux et le certificat d'achèvement de travaux et mise en service du sprinklage (document vu en séance visé ci-dessus) établis par AIRESS en date du 01/09/2016 - le PV des essais du système daté du 30/08/2016 - l'attestation FM GLOBAL du 31/09/2016 mentionnant que le système est conforme aux exigences du référentiel FM GLOBAL et précise pour chaque cellule concernée la nature des produits stockées.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°2:</u> L'exploitant doit justifier les caractéristiques de son installation d'extinction automatique à échéance du 1er janvier 2026 (cf guide LI partie C, pages 44 et suivantes).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Stratégie de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 3 VI.1.II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SDI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios définis au point III ci-dessous, pris individuellement, et nécessitant les moyens les plus importants, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité des liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ; - la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ; - la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation.
<p>Constats :</p> <p>Aucune stratégie de défense incendie n'est formalisée le jour de l'inspection.</p> <p>Par courrier électronique en date du 23 juin 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un document en réponse à ce constat:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une stratégie de défense incendie générique (document INERIS - 226679 - 2784520 - v1.0 19/12/2023, Evaluation de la durée d'extinction pour des incendies de cellules de liquides

inflammables);

- une déclinaison de cette stratégie générique au sein du Plan d'opération interne de l'établissement, POI version mise à jour juin 2025.

Ce document doit être complété par l'exploitant sur les points suivants, par une déclinaison locale du document INERIS spécifique à chaque site. La déclinaison réalisée au sein du POI (version mise à jour en juin 2025) n'est que partielle. A minima, il est nécessaire de compléter la stratégie de défense incendie du site par les éléments suivants:

-prise en compte de l'exhaustivité des scénarios de référence à considérer (article VI.1 III) et justification des exclusions,

- la justification du délai d'extinction de l'incendie du scénario de référence dimensionnant, dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts, selon les installations en place sur le site d'Epaux Bezu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3:

La déclinaison locale de la stratégie incendie doit être complétée par l'exploitant, dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Propagation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 3 VI.2.III

Thème(s) : Risques accidentels, Propagation d'incendie

Prescription contrôlée :

III. - Sans préjudice des dispositions prévues à l'article IV-5 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie : - en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ; - une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers et sous réserve : - que des moyens fixes assurent une protection efficace des structures et des murs séparatifs ou autres équipements en vue d'éviter la ruine du stockage couvert ou la propagation du sinistre ; - que la durée de l'incendie soit inférieure à la durée de tenue au feu des murs séparatifs ; - dans le cas d'une présence permanente sur site, telle que prévue à l'article IV-5 du présent arrêté, le délai mentionné dans l'alinéa précédent est réduit à quinze minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, sous réserve : - que des moyens fixes assurent une protection efficace des structures et des murs séparatifs ou autres équipements en vue d'éviter la ruine du stockage

couvert ou la propagation du sinistre ; - que la durée de l'incendie soit inférieure à la durée de tenue au feu des murs séparatifs ; - en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes.

Constats :

Dans l'étude de dangers de 2014 liée à l'extension du site, les modélisations présentées pour l'incendie des cellules de liquides inflammables ne mentionnent aucune durée d'incendie et à priori aucune modélisation de propagation d'un incendie d'une cellule stockant des liquides inflammables n'a été étudiée.

L'absence de données concernant la durée d'incendie des cellules de liquides inflammables ne permet pas de vérifier si des scénarios de propagation ont été oubliés.

Une attention particulière sera portée sur ce point en cas de modification souhaitée sur le site en lien avec les liquides inflammables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2016, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Aspersion des murs

Prescription contrôlée :

[...]

L'installation est aussi dotée d'installations permettant d'irriguer les murs suivants en cas d'incendie :

- le mur Est de la cellule 3 (qui est également le mur ouest des cellules 0a, 0c, 1 et qui recoupe partiellement le mur ouest de la cellule 2),
- le mur Sud de la cellule 2 (qui est également le mur nord de la cellule 1),
- le mur Sud de la cellule 1 (qui est également le mur nord des cellules 0, 0a et 0b).[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 26/03/2025, l'exploitant a expliqué que les murs concernés pouvaient être aspergés des deux côtés à l'exception du mur Est de la cellule 3 qui n'est arrosé que du côté des cellules de l'extension.

Lors de la visite du 15/05/2025, il n'a pas été possible d'examiner la nécessité ou non de disposer d'une aspersion du mur Est de la cellule 3 côté cellule 3 car ni l'exploitant ni l'inspection n'avaient pu identifier l'origine de cette prescription.

Toutefois, l'exploitant a suggéré que celle-ci pouvait provenir de l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

En consultant les documents d'instruction de l'extension, l'inspection a effectivement pu retrouver que cette prescription provenait de l'avis du SDIS émis le 5 mars 2015 dont voici un extrait :

"De plus compte-tenu de la largeur des murs séparatifs entre les cellules 3, 2, 1 et 0, ces derniers ne pourront plus être défendus sur la totalité par la mise en place de voies "échelles" . Dans ces conditions, il sera nécessaire de mettre en place un système fixe, type rideau d'eau, en partie haute des murs REI 120. Ce système sera alimenté par le réseau d'eau de l'industriel et son fonctionnement devra être intégré dans les procédures internes en cas d'incendie.

Ces rideaux d'eau, appelés également murs irrigués devront être installés sur les murs présentés sur le schéma ci-dessous :"(voir photographie jointe au point de contrôle).

L'objectif des dispositifs fixes d'aspersion étant de défendre les murs séparatifs REI 120 dans leur totalité, la longueur de ces murs et le positionnement des aires échelles ne le permettant pas, le mur REI 120 séparant la cellule 3 des 3 cellules de l'extension doit pouvoir être aspergé dans la situation où le feu se déclenche en cellule 3 (aspersion du mur côté cellule 3) tout comme si il se déclenche en cellules 2 (aspersion du mur côté cellule 2), 1 (aspersion du mur côté cellule 1) ou 0 (aspersion du mur côté cellule 0). Avant extension, il n'y avait pas cette problématique pour ce mur qui n'était pas un mur séparatif.

Par ailleurs, selon les préconisations du Groupe de Travail national entrepôts et après consultation de l'INERIS (cf CR du GT national du 4 juin 2024), il est préconisé de prévoir le refroidissement côté cellule en feu (à mettre en application dans le POI).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 :

Compte-tenu que ce point n'a été que succinctement abordé lors des deux dernières visites d'inspection, l'exploitant doit justifier le dimensionnement et le principe de fonctionnement de l'aspersion des murs en place. Il devra également préciser si le mur séparatif est aspergé côté cellule en feu et le cas échéant modifier le paramétrage du système pour répondre à la préconisation rappelée ci-dessus.

Si l'exploitant confirme que l'installation n'a pas été conçue pour permettre l'aspersion du mur Est de la cellule 3 depuis la cellule 3, le site ne respecte pas la prescription et est en non-conformité.

Il devra alors, en plus des justificatifs demandés ci-dessus, proposer un échéancier pour la mise en conformité laquelle devra intervenir au plus tard dans les 6 mois suivant la notification du présent rapport. Le cas échéant, une mise en demeure sera proposée à madame la préfète.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois